

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Karl Marx



Le Griot des Travailleurs du BTP

2014, numéro 1

24 MAI 2014

PRIX LIBRE

QUI SOMMES-NOUS ?

Par WARA

Nous sommes un comité de travailleurs avec ou sans-papiers, du Bâtiment et des Travaux Publics.

Nous sommes ceux qui travaillent mais qui n'ont pas de sous.

Nous sommes ceux qui ont fui la misère de leurs pays, pour venir mourir au pied de l'Europe. Nous sommes des survivants de ces embarcations de fortune, qui sont repêchés tous les jours au large de Lampedusa, en Méditerranée.

Nous sommes ces paysans qui ont été chassés des terres des exploitations agricoles pour venir balayer les rues de Paris, au profit des multinationales qui exploitent l'or, l'uranium et le pétrole.

Nous sommes ceux qui sont traqués tous les jours par la police, appelés les "sans-papiers" et placés dans les centres de rétentions que nous construisons.

Nous sommes ceux qui crèvent de faim.

Nous sommes ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre pour survivre mais qui ne trouvent pas de preneurs.

Nous sommes ceux qui perdent tous les jours leur boulot et qui en cherchent tous les jours.

Nous sommes ceux qui sont endettés, les uns jusqu'au cou, les autres par-dessus la tête, ceux qui paient mal et ceux qui ne paient plus. Ceux qui ont encore quelque crédit, ceux qui n'en ont guère, et ceux qui n'en ont pas.

Nous sommes ceux qui aiment les Etats et ceux qui les détestent, ceux qui sont représentés par les organisations syndicales, mais qui les détestent. Nous sommes ceux qui sont représentés par tout le monde, mais par personne, volés par nos Etats, nos chefs d'Etat qui ont comme seule devise "se servir et rester loyal à l'impérialisme français".

Nous sommes ceux qui doivent partout, au boulanger, à l'épicier, au percepteur et au cordonnier. Ceux qui ne peuvent plus se payer de vacances et qui ne savent plus ce que c'est le loisir.

Nous sommes ceux que poursuivent les créanciers, ceux que relancent les huissiers, ceux que traquent les collecteurs d'impôts.

Nous sommes ceux qui sont à l'agonie et à qui les Etats demandent toujours plus d'impôts et de taxes. Ceux qui ne savent pas ce que c'est l'épargne et vivent au quotidien à découvert, à la merci des financiers. Acculés et toujours poussés à la misère.

Nous sommes ceux qui cherchent à aimer ces Républiques en Afrique et qui construisent des écoles à leur place, des centres de santé à leur place, des forages hydroliques à leur place, des coopératives agricoles à leur place, et se demandent qui est la République.

Nous sommes ceux qui aiment ces Républiques, ceux qui les détestent, ou qui s'en foutent. Nous sommes ceux qui demandent le droit de vote, ici et là-bas à toutes les élections.

Nous sommes ces miséreux qui ont femmes et enfants, qui cherchent à joindre les deux bouts.

Nous sommes aussi ceux qui cherchent un sens à la liberté, à l'égalité, à la démocratie et à la justice sociale.

Nous sommes ces travailleurs de tous les pays qui ont certes parfois une nationalité mais qui n'ont ni Etat ni Patrie, et qui pensent que personne ne peut rien faire pour nous à notre place.

Travailleurs de tous les pays, ouvriers, paysans , unissons-nous !

NON À L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI !

IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES ARMÉES D'OCCUPATION, HORS DU MALI !

Par ALEX ET WARA

Au Mali, quel problème a été réglé par l'intervention militaire française ? Le terrorisme ? La paix dans le Nord ? Le dialogue avec les Touarègues et autres populations du Nord ? La dictature ? La misère ? La sécurité ? Le retour des réfugiés du Nord ? La reconstruction ? Le chômage ? La question touarègue ? Ou bien l'écrasement de la révolte populaire des petits soldats mais aussi des femmes, des jeunes, des paysans pauvres, des ouvriers, des nomades ?

Poser la question, c'est y répondre... Rien de tout cela n'a avancé. On est seule-

ment revenus à la case départ, avant les révolutions du Mali, avant la chute de Moussa, avant la chute d'ATT et de la hiérarchie militaire, à l' « ordre français » ! Les mêmes corrompus qui dirigent et s'en mettent plein les poches avec les mêmes liens avec le même impérialisme post-colonial. La reconstruction des maisons, des écoles, des services publics tarde à venir au Nord. Sans parler de la reconstruction de l'économie qui n'est pas prête de se produire et encore moins au Nord qu'au Sud. Du coup, les populations du

Nord ne peuvent rentrer. C'était soi-disant pour elles que la guerre avait lieu mais ni la France ni le gouvernement d'IBK ne se préoccupe nullement d'elles...

De dialogue avec les Touarègues, le nouveau gouvernement d'IBK n'en veut pas, qu'il soit ou pas parrainé par les dirigeants africains ou internationaux. Il l'a montré de manière tout à fait claire. Il envoie même promener les envoyés du Conseil de Sécurité ou ceux des Etats africains, venus plaider pour le dialogue Nord-Sud, en jouant le nationaliste pur et dur. Maintenant qu'il tient le pouvoir, IBK ne veut plus entendre parler d'ingérence étrangère... autre que française ! Les médiateurs ont beau parler de réconciliation et de coopération, de confiance et de respect, c'est parler d'honnêteté dans la maison du bandit. C'est pure hypocrisie !

Quant au MNLA, le pouvoir de Bamako se refuse même à admettre son existence et plus encore sa représentativité et sa crédibilité... Cela ne signifie nullement qu'il compte démontrer directement aux populations du Nord, notamment touarègues, que tout a changé dorénavant et que l'argent ne restera plus entre les mains des riches de Bamako. Bien au contraire ! Du coup, les troupes terroristes qui se sont seulement momentanément réfugiées en Libye peuvent revenir du jour au lendemain au Mali, d'autant que l'Algérie a rompu avec la France pour officialiser ses épousailles avec la Chine... Elles pourront à nouveau trouver au Nord Mali un terrain pour leur politique et leurs exactions en

s'appuyant sur celles des autorités du Sud et sur la misère qui continuera au Nord !

De tout cela, le gouvernement de Hollande se moque. Dans sa guerre au Mali, la France a défendu non l'intérêt du peuple malien mais l'intérêt des classes dirigeantes, maliennes comme françaises, et encore a-t-elle défendu seulement la partie des classes dirigeantes maliennes qui voulait le maintien de la relation néocoloniale avec la France en mettant à l'écart celle qui cherchait à s'unir avec le concurrent chinois... Car le Mali, comme le Niger ou l'Algérie, sont l'objet d'une concurrence féroce entre France et Chine !

Par exemple, les motifs français d'intervenir sont liés au fait que toute la région est l'une des régions essentielle du monde pour l'uranium, non seulement celui du Niger voisin mais aussi les réserves découvertes récemment à Kidal. De même, les réserves pétrolières et gazières du nord-ouest du Mali. L'ex président ATT déclarait le 21 décembre 2008, à Kéniéba, lors de la pose de la première pierre de la Route Kita – Sekokoto- Falémé- Dabia- Saraya-kédougou, que « l'une des plus grandes réserves d'uranium a été découverte dans la Région de Kidal. ». L'uranium est, on le sait, la grande cause du combat économique entre la France et la Chine et les peuples du Mali ou du Niger en sont les victimes collatérales...

Les nouvelles autorités de Bamako ont bien l'intention de continuer à donner les richesses minières, gazières, pétrolières, en pierres précieuses et produits agricoles aux grandes compagnies occidentales et

elle veulent s'assurer qu'une partie non négligeable leur reviendra dans les poches. Le temps du néocolonialisme n'est pas fini au Mali !

Voilà qui préoccupe bien plus IBK et ses corrompus au pouvoir que le mauvais état du système scolaire, du système de santé, de l'emploi, du mauvais état physique, économique, social et moral de la jeunesse, des femmes, des peuples.

Ce n'est pas un IBK qui va sortir le Mali du marécage mais bien au contraire lui qui va contribuer à l'y enfoncer.

Sa seule préoccupation politique a été d'enterrer toute forme de contestation, que ce soit parmi les petits soldats ou dans les milieux populaires. Les hauts gradés, qui se terraient et restaient silencieux il n'y a pas si longtemps, parquent à nouveau et étalent leur mépris et leur fric. Les riches maliens ne se sentent plus pisser et s'autorisent de nouveau des comportements de classe et de caste à l'égard de leurs subordonnés. Tous pensent que s'en est fini des révolutions qui ont marqué le Mali ces dernières années, que ce soit contre Moussa ou contre ATT.

C'est bien mal connaître les travailleurs, les jeunes, les femmes, les nomades, les paysans du Mali ! Les exactions d'aujourd'hui ne préparent rien d'autre que les révolutions de demain. Mais, s'il y a une leçon qu'il faudra avoir tiré des échecs des révolutions passées, c'est la nécessité pour le peuple travailleur de s'organiser lui-même, en comités de femmes, de jeunes, de soldats, de nomades, de paysans et d'ouvriers et que ces comités, par leurs délégués

élus, deviennent le vrai pouvoir du pays, pouvoir s'étendant à la région et au-delà...

Quoi de neuf avec IBK ? Pour les coupures d'eau ? Pour les coupures d'électricité ? Pour les ruptures de livraisons d'essence ? Pour les prix des aliments de première nécessité ? Pour les soins des enfants ou des femmes enceintes ? Pour les exactions des militaires et des autres uniformes ? Pour la corruption des classes dirigeantes ? Pour les détournements de fonds publics par les hauts sommets ? Pour la dépendance du Mali face aux grandes puissances ?

Rien de neuf ! Tout est reparti pour un tour.

Ce n'est pas une élection qui pouvait changer tout cela, quel que soit le président élu. Ce n'est pas dans le cadre des élections bourgeoises que l'on peut permettre au peuple travailleur d'exprimer ses volontés. Dans ces élections, il n'est même pas représenté et il n'a même pas le droit à la parole. Contrairement aux autres classes sociales, la classe des travailleurs n'est pas organisée et ne dispose pas de moyens d'expression. Elle n'est nullement poussée à développer son propre point de vue et tout la pousse à chercher d'autres forces chargées de la tâche impossible de la sauver alors que c'est elle seule qui est porteuse potentiellement de perspectives pour toute la société, non seulement pour ceux qui disposent d'un travail, non seulement pour ceux qui vivent dans les villes, non seulement pour les autochtones mais pour tous les opprimés